

## BRUXELLES LORGNE LA CAGNOTTE D'ALGER

## Louanges et opportunités d'affaires

*L'Europe, avec sa variante hybride qui ne ressemble plus à rien et connue sous l'intitulé Union européenne, désargentée, aux déficits budgétaires, énormes, faisant face à des situations inextricables. Dettes grecque, espagnole, portugaise, italienne, irlandaise, que seule l'Allemagne porte à bout d'euros, n'en peut plus.*

De notre bureau de Bruxelles,  
Aziouz Mokhtari

Berlin a déjà sonné le tocsin du grand rappel à l'ordre, de la rigueur et du vivre modeste.

Plus question pour l'Allemagne de financer quoi que ce soit sur des emprunts publics ou de déboursier un euro qui ne soit pas rentable, calculé et portant en lui sa propre valeur ajoutée.

Autant considérer que c'est l'ensemble du sud de l'Europe qui est condamné à une longue traversée du désert.

Habités au farniente, aux négligences comptables, au compte sur autrui, les Européens riverains de la

Méditerranée se trouvent sans perspectives, désemparés. Sans l'Allemagne, la zone euro et l'Union européenne sont des coquilles vides, elles n'intéresseront plus ni les Bourses, ni les marchés, ni les investisseurs.

Dans ce climat morose, cette projection sombre et ces dispositifs tout en austérité et en lendemains qui déchantent, Bruxelles lorgne du côté de non-Européens, d'ensembles déclassés, roturiers, ne faisant pas partie du club. Parmi ceux-ci, l'Algérie.

Pays rentier, assis sur un confortable matelas en devises fortes, sonnantes et trébuchantes, plus trébuchantes que



en définitive, la volonté de Bruxelles de tisser de bonnes et fructueuses relations, à l'avenir, avec l'Algérie.

L'Europe, en premier, puis les pays de l'ex-Benelux (Belgique, Pays-Bas, Luxembourg) sans doute, aussi, demain la France de Hollande, émettent des signaux allant dans ce sens.

C'est un empereur romain, donc européen, qui a considéré que l'argent n'avait pas d'odeur et qu'il fallait le chercher là où il se trouve. Pour Bruxelles, présentement, une belle cagnotte se trouve à Alger.

Les Algériens peuvent et doivent trouver leurs comptes dans ce nouveau paysage politique et «d'opportunités d'affaires».

Le tout est de savoir négocier et de situer l'intérêt de l'Etat au-dessus de tout. C'est une autre histoire, algéro-algérienne, celle-là.

A. M.

## FINANCEMENT DES TPE ET PE

## La CNEP et Al Baraka s'engagent

*La Caisse nationale d'épargne et de prévoyance CNEP-Banque et la banque Al Baraka s'engagent à développer le financement des très petites entreprises (TPE) et petites entreprises (PE).*

Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir)

Sous l'égide du ministère de l'Industrie, de la PME et la Promotion de l'Investissement et de l'Association des banques et établissements financiers (ABEF), l'Institut algérien des hautes études financières (IAHEF) et ces deux banques ont signé, hier, au centre de formation de la CNEP-Banque à Baba-Hassen, des conventions de partenariat avec le programme Développement économique durable (Deved) de l'agence de coopération allemande GIZ.

Ce partenariat vise à mettre en place de manière optimisée et progressive et dans le cadre d'un projet pilote et par une formation spécifique au niveau de l'IAHEF, des services bancaires

spécialisés dédiés au financement des TPE/ PE. Il s'agit en fait d'accompagner des initiatives entrepreneuriales individuelles qui, certes, constituent plus de 90% du tissu national de PME et présentent un fort potentiel de développement mais qui cependant manquent de visibilité et rencontrent des difficultés dans l'accès au financement.

Bénéficiant de moins de 10% des crédits alloués aux entreprises, les TPE/PE constituent des facteurs de risques et coûts élevés pour les banques, en raison notamment de leurs insuffisances patrimoniales.

Néanmoins, un segment porteur pour Al Baraka Bank qui envisage une structuration appropriée et a déjà initié à Ghardaïa entre 2009 et 2011, à titre expérimental, le développement de la micro-finance.

Ainsi, plus de mille petits entrepreneurs et femmes à domicile ont bénéficié de crédits Moucharaka (prise de risques dégressive) et de Kardh Hassan (prêts non rémunérés), pour un

montant de plus de 83 millions de dinars, malgré un niveau d'impayés préoccupant de 18%. De même, un marché prometteur pour la CNEP-Bank dont 90% de la clientèle sont des particuliers parmi lesquels des porteurs de projets potentiels.

Soucieuse de se diversifier, développer la proximité et booster le marché de l'entrepreneuriat et de l'emploi, la CNEP-Banque a ainsi mis en place une équipe dédiée et compte s'engager «sans limites» et pour tout projet «viable et fiable» selon son P-dg.

A charge cependant d'un transfert de savoir-faire maîtrisé, une organisation efficace, un business plan et ciblage de la clientèle TPE/PE viable, ainsi qu'un cadre réglementaire adéquat et un dispositif institutionnel et de garantie conforme, les partenaires de ce projet s'attendent, ce faisant, à une réappropriation par l'establishment bancaire et financier de ce mode de financement, de manière durable, efficiente et au-delà de toute considération sociale.

C. B.

## RÉDA HAMIANI :

## «Faisons le bilan de la règle 51/49 !»

*Lors de son passage, hier, sur les ondes de la Chaîne III de la Radio algérienne, le président du Forum des chefs d'entreprises, la plus grande organisation patronale en Algérie, Réda Hamiani, a salué la toute récente suppression de l'obligation pour les partenaires étrangers de s'associer avec un opérateur public pour investir ici en Algérie.*

Lyas Hallas - Alger (Le Soir)

«Les investisseurs étrangers ne sont plus obligés de s'associer avec des opérateurs publics pour investir en Algérie mais ils peuvent composer uniquement avec les privés. Je crois que nous sommes dans la bonne direction. C'est une mesure qui va rétablir la confiance», a-t-il estimé. L'ancien ministre des PME-PMI a ainsi insisté sur la nécessité de «débureaucratiser» davantage les procédures d'investissement.

Dans ce même contexte, M. Hamiani a invité le gouver-

nement à méditer le pacte que le FCE lui a proposé. «Nous avons proposé au gouvernement un véritable pacte de croissance à travers 50 mesures opérationnelles pour assainir l'environnement de l'entreprise et soutenir la croissance. Un engagement réciproque dont nous nous engageons, en tant qu'entrepreneurs, pour peu que la politique mise en œuvre aille dans le bon sens, à réaliser une croissance de 8 à 10% dans les 2 ou 3 ans à venir.

Et ce, par le développement de trois pôles impor-

tants, à savoir l'agroalimentaire, les matériaux de construction et le pôle médical», soutiendra-t-il. Il a néanmoins appelé à simplifier les procédures d'investissement pour les partenaires étrangers.

«L'investissement étranger est une nécessité. Les partenaires étrangers nous apportent la technologie, la qualité managériale et nous ouvrent les voies pour exporter vers des marchés tiers. Evaluons cette règle du 51/49 depuis sa mise en application en 2009 ! Et si le bilan s'avère positif, nous maintiendrons. Nous, au FCE, nous doutons que ça soit positif. Nous recevons régulièrement des délégations d'hommes d'affaires étrangers qui s'en plaignent», avancera-t-il. Et de suggérer : «Comme l'examen des dossiers d'investissement se fait au cas par cas, pourquoi ne pas moduler la participation

de l'entreprise étrangère au capital, suivant l'intérêt que représente l'investissement en Algérie ?»

Sur un autre plan, le président du FCE a appelé à traiter les entreprises publiques et privées sur un pied d'égalité. «Nous remarquons que lorsqu'il s'agit d'assainissement et de soutien, l'Etat accorde plus d'intérêt au secteur public. C'est maintenant qu'on prépare l'après-pétrole. Ce sont les entreprises qui créent la richesse. La volonté politique est là pour les soutenir et développer le tissu industriel du pays dans ses deux composantes. Or, nous constatons qu'il y a une lenteur au niveau intermédiaire et sur le terrain dans l'exécution des mesures prises par les autorités politiques, de la réticence et parfois des blocages», regrettera-t-il.

L. H.

## INVESTISSEMENT TOURISTIQUE

## Les organismes bancaires et financiers s'impliquent

Les organismes bancaires et financiers décident enfin de s'investir et accompagner l'effort d'investissement dans le secteur touristique. Les responsables de six d'entre eux (CPA, Badr, Cnep, BDL, FGAR et Société Algérie Istithmar) ont, en effet, paraphé, hier à l'hôtel Sofitel d'Alger, des accords-cadres portant financement et suivi de projets d'infrastructures hôtelières.

Smaïl Mimoun, le ministre de tutelle qui a présidé ce cérémonial, a affirmé que cette étape a été le fruit d'un long processus ayant découlé du diagnostic général du secteur établi en 2008. Un état des lieux qui fait ressortir, selon lui, cinq grandes lacunes, le manque de capacités d'accueil et la qualité des prestations de services laissant à désirer, le financement des projets, le marketing, le partenariat public-privé. Autant d'insuffisances qu'il fallait combler simultanément.

Et à Smaïl Mimoun de s'enorgueillir d'avoir surmonté ces obstacles en mettant en œuvre les actions d'organisation d'abord de la profession, de la redynamisation des offices locaux de tourisme avec le recouvrement de leur vocation initiale, de l'élaboration d'une carte de formation, de l'orientation de l'Onat et les agences de voyages à valoriser l'image de marque de la destination Algérie et, enfin, de l'élimination des appréhensions des milieux bancaires et financiers à l'égard de l'investissement touristique avec la signature des accords d'hier.

M. K.

## LA SECONDE EN L'ESPACE

## DE 10 JOURS

## Une bombe artisanale désamorcée à Aïn Sefra

Dans la nuit de dimanche à lundi dernier, les services de sécurité ont été interpellés sur l'existence d'un objet suspect accroché à un poste transformateur jouxtant le lycée Imam Malek, à Aïn-Sefra.

Les éléments des services de sécurité, qui se sont précipités sur les lieux, ont toutefois pu désamorcer et fait exploser l'engin qui était de faible puissance. Rappelons qu'une alerte similaire a été donnée à la veille des élections législatives du 10 mai dernier, où un paquet suspect accroché sur la portière d'un poste transformateur électrique, situé à proximité de l'hôpital Mohamed-Boudiaf, sur lequel était collé un écriteau portant un numéro de téléphone mobile et une inscription demandant la présence du wali. Cependant il s'agissait d'une fausse alerte à la bombe.

Cette fois-ci, les choses semblaient sérieuses, provoquant ainsi un véritable mouvement de panique chez la population séfraouie, non habituée à ce genre d'alerte même durant la décennie noire.

Même si le danger a été écarté, la vigilance et la prudence sont de mise. On ignore qui est derrière et à qui profitent ces actes. L'enquête suit son cours.

B. Henine